



Intervention parlementaire

N° de l'intervention : 118-2022
Type d'intervention : Interpellation
Motion ayant valeur de directive : ☐
N° d'affaire : 2022.RRGR.212

Déposée le : 13.06.2022

Motion de groupe : Non
Motion de commission : Non
Déposée par : Rai (Bern, LG) (porte-parole)

Cosignataires : 0

Urgence demandée : Oui
Urgence accordée : Non 08.09.2022

N° d'ACE : du
Direction : Direction de la sécurité
Classification : -

Questions sur l'exercice conjoint de la police et de l'armée « Fides » prévu du 15 au 19 août 2022

La Direction de la sécurité du canton de Berne prévoit un exercice de grande ampleur qui sera effectué conjointement par la police cantonale et des unités de l'Armée suisse (« Division territoriale 1 »¹) à la mi-août :

« *L'Exercice du Réseau national de sécurité 2019 (ERNS 19) était une réflexion sur les capacités de la Suisse à maîtriser une menace terroriste prolongée. [...] Ces enseignements [sont censés être] approfondis par un exercice pratique conjoint, l'exercice Fides (« confiance »), que la police et l'armée effectueront dans la ville de Berne et ses alentours.* Cette information provient d'un communiqué de presse de la Direction de la sécurité du 22 février 2022².

« *Le scénario concret de l'exercice sera élaboré ces prochaines semaines par la Direction de la sécurité avec le concours de la police et de l'armée* », est-il indiqué dans ce communiqué. Les détails de cet exercice de grande envergure ne sont pas encore disponibles pour le public et la population.

La Direction de la sécurité compare l'exercice « Fides » à des exercices similaires qui ont eu lieu par le passé, comme par exemple « Conex 15 » qui s'est déroulé à Bâle en 2015. La population civile de l'agglomération bâloise avait alors été soumise à des restrictions ; certains avaient déploré le manque de communication entre l'armée et les autorités et critiqué la trame théorique du scénario. Cela avait suscité des controverses et des débats entre la police, l'armée et la société civile³.

¹ Division territoriale 1 (admin.ch)

² Exercice de crise conjoint de la police et de l'armée (be.ch)

³ <https://telebasel.ch/2015/09/15/conex-15-grossaufmarsch-der-armee/?channel=105100> et <https://www.woz.ch/-6189>

La Direction de la sécurité ajoute par ailleurs : « *En France, en Belgique, en Italie, au Danemark, etc., il n'est pas rare de croiser des soldats dans les rues. En Allemagne, où les autorités se sont longtemps opposées au déploiement de l'armée fédérale à l'intérieur du pays pour des motifs historiques, des soldats sont en service pour lutter contre le coronavirus [...].* »

La Direction justifie également cet exercice de la Police cantonale avec l'Armée suisse comme suit : « *L'armée se verra attribuer la mission de protéger les infrastructures critiques pour le fonctionnement de la vie publique. La garde ou la surveillance de ces infrastructures seront étudiées en détail sur place et mises en pratique en grandeur nature. [...] La protection des transports importants est envisageable elle aussi.* » (Extrait du communiqué de presse du 22 février 2022)

Le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Sur quel scénario de menace théorique la Direction de la sécurité et le Commandement de l'opération comptent-ils s'appuyer ?
2. Quels sont les groupes sociaux présentés comme « terroristes » ? Quelles sont les cibles de la police et de l'armée ?
3. Quelles « infrastructures vitales » seront « gardées et surveillées » ?
4. Que prévoit la Direction de la sécurité pour une collaboration plus étroite avec l'armée suisse ?
5. Les soldats feront-ils bientôt partie du paysage quotidien dans le canton de Berne, comme cela est prétendument le cas dans les pays mentionnés dans le communiqué de presse ?

Motif de l'urgence : l'exercice conjoint de la police et de l'armée « Fides » aura lieu en août ; il convient de délivrer des informations en temps voulu sur ces questions, à la lumière des enseignements tirés de l'expérience bâloise.

Destinataire
– Grand Conseil